

## Débat sur la coopération avec L'Afrique sub-saharienne

L'Afrique vit de profondes mutations qui la prédisposent à être le continent émergent du XXI<sup>e</sup> siècle compte tenu de l'importance de son potentiel humain et des richesses de son sous sol. La Tunisie a toujours mis l'accent sur sa dimension africaine et sur son attachement à développer et à étendre ses relations, notamment humaines et économiques. Ainsi, les échanges commerciaux avec l'Afrique se développent. La balance commerciale est largement excédentaire en 2018. Et plusieurs milliers d'africains poursuivent leurs études dans les universités tunisiennes.

Mais est-ce que l'état des lieux correspond aux potentialités des deux parties ? Quelle serait la stratégie requise pour exploiter les opportunités en matière de développement humain et économique ? Quel serait le programme d'actions prioritaires à mettre en œuvre ? Tels sont les aspects qui ont été débattus par le Forum Ibn Khaldoun lors de la réunion tenue le 5 février 2019 sur la base d'un exposé présenté par Slaheddine Ben Saïd président du groupe SCET Tunisie ( Société Centrale de l'Equipement du Territoire).

### I. Les grandes lignes de l'exposé introductif

#### **Le continent africain vit une importante mutation et suscite un intérêt croissant**

Le marché de l'Afrique sub-saharienne ne cesse de s'étendre. Sa population, qui compte en 2017 plus d'un milliard de personnes, doublera d'ici 2050 pour atteindre 22 pourcent de la population mondiale. Le Produit Intérieur Brut aurait atteint 1670 milliards de dollars et a progressé de près de 4 pourcent en 2018. Concomitamment la classe moyenne connaît un important élargissement pour atteindre plus de 300 millions d'habitants en 2013 et serait probablement aux alentours de 500 millions d'habitants à l'horizon 2030. De la sorte, plusieurs pays africains ont une dynamique tirée davantage par la demande intérieure que par les ressources naturelles. C'est le cas en particulier de la Cote d'Ivoire, du Kenya, de l'Ethiopie et de Rwanda.

Grace à l'amélioration du climat d'investissement dans de nombreux pays africains, les flux au titre des investissements directs étrangers à destination de l'Afrique se situent aux alentours de 50 milliards de dollars, soit 3 pourcent environ du PIB. Concentrés par le passé dans le secteur des industries extractives, les IDE s'étendent, désormais, vers les industries manufacturières et les services. Les pays qui ont réussi à attirer d'importants flux sont

l'Angola, l'Éthiopie, le Nigéria et le Ghana. Alors que les principaux investisseurs en Afrique sont, par ordre d'importance, les États Unis, la Grande Bretagne, la France et la Chine.

Pour toutes ces raisons les opportunités d'affaires se développent rapidement en Afrique sub-saharienne suscitant un intérêt croissant de la part des multinationales et des entreprises qui cherchent à avoir une dimension internationale.

### **Regain d'intérêt de la Tunisie envers le marché de l'Afrique sub-saharienne**

Les relations entre la Tunisie et l'Afrique sub-saharienne se développent positivement. La balance commerciale est largement excédentaire suivant une tendance haussière : de + 17 millions de dinars en 1999 à +447 millions de dinars en 2016 et 1043 millions de dinars en 2018.

Bien que l'Afrique occidentale demeure une importante destination des exportations tunisienne, l'Afrique centrale et orientale suscite un intérêt croissant de la part des opérateurs tunisiens. L'adhésion récente de la Tunisie au marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) devra renforcer la tendance des dernières années.

Par ailleurs, de nombreux étudiants africains poursuivent leurs études en Tunisie et plusieurs entreprises tunisiennes d'études, d'ingénierie et de travaux publics ont réussi à décrocher d'importants marchés particulièrement en Afrique de l'Ouest.

A cet égard, la SCET, en tant que bureau pluridisciplinaire présent en Afrique depuis 1980, intervient directement dans les infrastructures du transport, l'hydraulique rurale et urbaine, le bâtiment et la protection de l'environnement et indirectement, à travers ses filiales, dans les secteurs de l'informatique, la maintenance, l'économie d'énergie et la téléphonie mobile, ce qui lui permet de réaliser 80 pourcent environ de son chiffre d'affaires à l'exportation, particulièrement vers l'Afrique.

### **Conditions requises pour exploiter les opportunités d'affaires en Afrique sub-saharienne**

Les opportunités d'affaires en Afrique sont importantes. En se basant sur l'expérience acquise par la SCET tout au long des 40 dernières années l'accès du marché africain pour les activités de services est porteur à condition d'avoir un savoir-faire innovant et spécialisé, des solutions aux besoins des différents marchés africains, un suivi rigoureux des interventions et du règlement des prestations et une diversification géographique.

Pour y parvenir avec l'efficacité requise les entreprises doivent nécessairement, comme c'est le cas pour la SCET, mettre en place des cellules d'éveil pour connaître les projets susceptibles de faire l'objet d'actes de candidature, un réseau commercial dans les pays

cibles et des missions de prospection périodiques pour entretenir et développer les relations avec les décideurs et les donneurs d'ordre.

L'orateur considère que, malgré les importantes améliorations du climat des affaires réalisées dans de nombreux pays africains, d'importants freins demeurent parmi lesquels la rigidité et la lenteur administrative dans les pays d'Afrique sub-saharienne, l'incertitude politique et sociale, la situation économique difficile de certains pays et la lenteur des transferts des produits des contrats par les banques africaines.

Les liaisons maritimes et aériennes entre la Tunisie et les pays du Sud du Sahara limitent, par ailleurs, le développement des échanges commerciaux et de services avec de nombreux pays africains. Il en est de même des mécanismes de financement se de transfert des bénéfices.

## **II. Principales conclusions et propositions**

Les conclusions dégagées et les propositions formulées à l'issue du débat se récapitulent comme suit :

### **A - Au niveau des échanges commerciaux**

#### **Les échanges commerciaux avec l'Afrique sub-sahariennes sont relativement faibles.**

La balance commerciale est certes excédentaire avec l'Afrique sub-saharienne. L'excédent a même plus que doublé entre 2016 et 2018, passant de 446 MDT à 1043 MDT. Le niveau des exportations tunisiennes demeurent, néanmoins, faible. Il se situe à moins de 3 pourcent des exportations totales de la Tunisie et la part de marché de la Tunisie sur l'Afrique sub-saharienne est réellement très limitée, de l'ordre de 0.12 pourcent malgré la tendance haussière des exportations tunisiennes en dinars constants à destination de l'Afrique sub-saharienne à partir de 2017, soit + 14 pourcent en 2017 et + 20 pourcent en 2018.

Les exportations demeurent, par ailleurs, concentrées sur un nombre réduit de pays. Trois pays en l'occurrence la Cote d'Ivoire, le Sénégal et l'Ethiopie contribuent pour plus de la moitié des exportations tunisiennes à destination de l'Afrique sub-saharienne. Cinq pays, à savoir le Cameroun, le Gabon, le Ghana le Kenya et le Sénégal y contribuent pour près du quart ; alors qu'il n'y a pratiquement aucune exportation dans dix pays qui ont un PIB cumulé de près de 100 milliards de dollars parmi lesquels le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe.

## Stratégies requises pour faire du marché africain un important débouché.

Le marché africain est en extension continue du fait d'une croissance moyenne de 4 pourcent par an entre 2008 et 2017 et de l'élargissement de la classe moyenne dont il est attendu qu'elle atteigne le demi milliard de personnes à l'horizon 2030. Il est de ce fait convoité par la majorité des grands pays.

La Tunisie doit s'assigner, dans le cadre d'un plan triennal, l'objectif de doubler la part de l'exportation à destination de l'Afrique sub-saharienne en la portant de 3 pourcent en 2018 à 6 pourcent en 2021, ce qui permettra de porter la part du marché de la Tunisie sur l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne à près de 0.3 pourcent contre 0.12 pourcent en 2018.

D'importantes initiatives sont, à et effet, d'ores et déjà prises. Elles concernent notamment :

- ▮ L'adhésion de la Tunisie en 2018 au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), à l'effet de faciliter l'accès des produits tunisiens à un vaste marché de plus de 400 millions de consommateurs parmi lesquels des pays en forte expansion tels que l'Ethiopie et le Kenya.
- ▮ L'engagement par le Centre de Promotion des Exportations d'un vaste plan de soutien aux exportations des PME tunisiennes à destination de l'Afrique à travers notamment l'octroi d'une prime couvrant 70 pourcent des coûts de prospection, 60 pourcent des frais de transport aérien et 50 pourcent des coûts du transport maritime pour l'exportation vers l'Afrique sub-saharienne à l'effet de doubler les exportations vers neuf pays représentant plus de 500 millions de consommateurs soit 4 pays de l'Afrique de l'Est, 3 pays de l'Afrique de l'Ouest et 2 pays de l'Afrique Centrale.
- ▮ Le doublement du Fonds de Promotion des Exportations (FOPRODEX) qui passe de 40 millions de dinars en 2018 à 80 millions de dinars en 2019 concomitamment au renforcement du réseau du CEPEX avec l'ouverture fin 2018 de deux bureaux de représentation au Kenya et au Nigéria.
- ▮ Le lancement par la société civile, le Think Tank « Tunisia Africa Business Council » d'une plateforme pour former les jeunes à mieux saisir les opportunités d'échanges commerciaux avec l'Afrique.

Tout en soulignant la pertinence de ce programme dont il importe d'accélérer la mise en œuvre avec l'efficacité requise, il est proposé de le compléter à travers :

- (1)- La finalisation des négociations avec la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de manière donner un important élan aux échanges avec les pays de cette région qui regroupe 15 pays et dispose d'un potentiel d'importations de plus de 100 milliards de dollars.
- (2)- La mise en place de lignes de crédit à moyen et long terme, en partenariat avec notamment la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique pour le Développement et la Banque Arabe pour le Développement de l'Afrique, pour financer les exportations de biens durables tunisiens vers l'Afrique.
- (3)- L'élaboration d'études de marchés des pays couverts par des représentations diplomatiques et économiques à l'effet d'aider les entreprises intéressées par le marché africain d'élaborer des stratégies pour pénétrer ces marchés ou renforcer leur part de marché.
- (4)- La recherche d'une synergie entre les sociétés d'études et d'ingénierie engagées en Afrique sub-saharienne et les entreprises de bâtiments et de travaux publics, d'électricité, de gestion de l'eau et de préservation de l'environnement pour faciliter l'obtention de marchés dans le cadre du strict respect des réglementations en vigueur en matière de concurrence et de transparence des marchés publics

## B. Au niveau des échanges de services et des échanges humains

### **Les échanges humains et de services se développent de façon significative**

De nombreuses sociétés d'études, d'ingénierie et d'infrastructure ont désormais un important courant d'exportations vers l'Afrique sub-saharienne. C'est le cas notamment de la SCET dont 80 pourcent de son chiffre d'affaires proviennent de l'exportation vers l'Afrique. C'est le cas aussi de la Société Tunisienne d'Ingénierie (STUDI), de COMETE Engineering, de la STEG International ainsi que de VERMEG et BFI dans le domaine de l'informatique et de l'ingénierie informatique qui ont un important courant d'affaires en particulier dans l'Afrique francophone.

Le nombre d'africains du Sud du Sahara poursuivant leurs études dans les universités tunisiennes s'élèvent à 7500 étudiants après avoir été de 12 000 en 2011. Et le nombre d'africains du Sud du Sahara séjournant en Tunisie, est passé de 35 000 en 2004 à 53 000 en 2014 selon l'étude menée récemment par le bureau Reach et Mercy. Alors que le dernier recensement évalue à 3359 le nombre de tunisiens séjournant en Afrique sub-saharienne. Près de 60 pourcent de cette colonie, formée pour la plupart d'experts et de cadres

supérieurs vivent en Cote d'Ivoire (642 personnes), au Sénégal (640 personnes), au Gabon (352) et en Afrique du Sud (349).

### **De nombreuses opportunités existent pour passer à un palier supérieur**

Les propositions à ce niveau visent à faire de la Tunisie un hub d'exportation de services vers l'Afrique dans le cadre d'une stratégie à moyen et long terme à travers notamment :

- ▮ L'élargissement de la plateforme acquise en Afrique Occidentale par les bureaux d'études et d'ingénierie vers les autres groupements régionaux économiques et particulièrement vers l'Afrique Orientale et Australe à la lumière des dispositions de l'accord d'adhésion de la Tunisie à la COMESA.
- ▮ Le développement du partenariat public-privé pour exporter l'expertise acquise par le secteur public tunisien notamment dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'assainissement, de la gestion budgétaire (système d'aide à la décision budgétaire : ADEB) du commerce extérieur (liasse unique), de l'état civil (MADANIA) et du transport terrestre. L'exemple du partenariat public-privé institué au niveau de la société STEG international constitue une importante « success story » dans la mesure où elle a réussi à décrocher de nombreux marchés notamment en Afrique pour l'exportation du savoir faire tunisien. Il importe de le dupliquer notamment au niveau de la SONEDE, l'ONAS, le CNI, l'Agence Technique des Transports Terrestres et l'Office National de la Famille et de la Population.
- ▮ L'accélération du programme annoncé pour accueillir 20 000 étudiants africains à l'horizon 2020 en vue de faire de la Tunisie un hub régional en matière d'enseignement concomitamment à l'élaboration d'objectifs plus ambitieux à l'horizon 2030 dans le cadre d'une stratégie cohérente impliquant aussi bien le secteur public et le secteur privé d'enseignement supérieur que le partenariat avec les universités prestigieuses à l'étranger.
- ▮ L'adoption d'une stratégie visant à faire de la Tunisie un hub afro- méditerranéen de santé. D'importants investissements ont été réalisés au cours des dernières années par le secteur privé pour doter la Tunisie d'un réseau de polycliniques dispensant des soins de qualité. Il importe de mieux exploiter ce réseau en développant les accords avec les organismes africains d'assurance maladie, en améliorant les conditions d'accueil et de séjour des patients africains et méditerranéens et éventuellement en développant de nouveaux centres médicaux intégrés dans le cadre de partenariat avec les hôpitaux étrangers de renommée internationale.
- ▮ L'engagement d'un programme bénéficiant de l'appui financier du FOPRODI, des mécanismes de la politique active d'emploi et éventuellement de l'encadrement des

représentations diplomatiques et économiques ainsi que du soutien technique des bureaux d'études et des sociétés tunisiennes installés en Afrique en faveur des jeunes diplômés pour les aider à s'installer en Afrique sub-saharienne pour leur propre compte et à exploiter les nombreuses possibilités qui s'offrent en particulier dans les secteurs de l'informatique, du commerce, de l'hôtellerie et de la santé. L'exemple de la diaspora libanaise particulièrement présente en Afrique francophone (dont 60 000 libanais en Côte d'Ivoire) doit constituer à ce niveau une source d'inspiration.

Par ailleurs et en vue de dépasser les obstacles et les goulots sur le plan de la logistique qui entravent le renforcement de la coopération et du partenariat avec l'Afrique sub-saharienne, les propositions formulées dans le cadre de l'étude « Stratégie Tunisie-Afrique Renouvelée » réalisée par l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise paraissent pertinentes et méritent d'être approfondies en vue d'en réunir les conditions de succès. Elles consistent notamment pour le court terme à :

- ▮ Conclure des partenariats stratégiques entre d'une part les armateurs internationaux et les sociétés d'exploitation des ports des pays voisins et d'autre part la Compagnie Tunisienne de Navigation pour l'acheminement dans les meilleurs délais des marchandises vers les destinataires en Afrique Sub-saharienne.
- ▮ Inciter les banques tunisiennes à conclure des accords de partenariat avec les réseaux bancaires français et marocains afin de faciliter les mouvements de capitaux entre la Tunisie et les pays du Sud du Sahara.
- ▮ Conclure des accords de partenariat avec les compagnies aériennes des pays voisins qui desservent les capitales africaines de façon à compléter les liaisons assurées par Tunis Air et faciliter les déplacements entre la Tunisie et les pays africains.

### **III. Conclusion**

La Tunisie doit s'engager résolument dans une politique rénovée de coopération et de partenariat avec l'Afrique sub-saharienne.

Toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour passer à un nouveau palier permettant de mieux exploiter les atouts dont dispose la Tunisie et l'important potentiel d'affaires de l'Afrique.

L'on doit, à cet effet, éviter la dispersion des efforts en capitalisant les importantes success stories en Afrique sub-saharienne telles que la SCET et STEG international, en mettant l'accent sur les produits et les secteurs pour lesquels il y a une offre compétitive en Tunisie répondant aux besoins des pays africains et en créant une synergie entre les différentes structures de représentation, de liaison et de promotion pour mieux tirer profit des accords

de coopération et de partenariat conclus ou en cours de négociation avec les groupements régionaux africains.

L'approche doit être globale et pluriannuelle. Elle doit impliquer aussi bien l'Etat que le secteur public et le secteur privé et prendre en considération les possibilités de coopération internationale. Elle doit s'effectuer dans le cadre de plans d'actions sous-tendant des objectifs clairs et des instruments adaptés, conciliant entre l'ambition et le réalisme, pour amplifier les échanges dans tous les domaines dans de bonnes conditions, sur des bases mutuellement profitables.

Il est temps que la Tunisie assume totalement sa dimension africaine sur les plans économique et humain en tant que pendant à sa dimension méditerranéenne et important facteur d'enrichissement et de valorisation.

**Forum Ibn Khaldoun le 15 février 2019**

**Mots clés : Coopération de la Tunisie avec l'Afrique sub-saharienne ; Slaheddine Ben Saïd ; Forum Ibn Khaldoun ; SCET.**

[Réflexions de Salah Hannachi Sur « la Tunisie en Afrique » à télécharger](#)